

Conférence de presse annuelle de début d'année du 5 janvier 2026

## Initiative sur l'alimentation : irréaliste et insensée

*Discours de Martin Rufer, directeur de l'USP (le discours prononcé fait foi)*

Outre la concrétisation de la PA30+, les prix à la production et le programme d'allégement budgétaire, l'initiative sur l'alimentation constituera un thème important pour les familles paysannes suisses cette année. Vu l'état d'avancement des débats au Parlement, nous estimons que le peuple sera appelé à se prononcer le 27 septembre. À vrai dire, seul le nom de l'initiative est nouveau. En effet, Franziska Herren semble avoir du mal à accepter que plus de 60 % de la population votante ait clairement rejeté son initiative sur l'eau potable en 2021. C'est pourquoi elle a rassemblé ses revendications dans une nouvelle initiative et lui a donné un titre séduisant. On peut donc tout à fait parler d'une idée fixe.

La principale revendication de l'initiative sur l'alimentation est un taux d'auto-provisionnement net de 70 %. Pour rappel, ce taux était de 42 % pendant la mauvaise année agricole 2024 dont a souffert la production végétale. L'initiative veut atteindre son but en orientant la production et la consommation vers des aliments d'origine végétale plutôt qu'animale et en réduisant le gaspillage alimentaire. À première vue, un tel objectif est louable. Mais à y regarder de plus près, il n'est absolument pas réaliste. À moins d'être dans une situation de guerre rendant impossibles les importations et que la Confédération dirige la consommation d'une main ferme. Nous utiliserions alors toutes les terres arables disponibles de manière intensive et produirions de nouveau des denrées alimentaires sur les 20 % de surfaces réservées aujourd'hui à la promotion de la biodiversité. Notre repas principal serait composé de pommes de terre, de flocons d'avoine ou de semoule, et d'un peu de lait de temps en temps. Il n'y aurait plus de gaspillage alimentaire, car la nourriture serait bien trop précieuse. Les œufs ou la viande de poulet seraient de l'histoire ancienne, de même que le jambon ou le lard. Hormis les vaches laitières et les animaux mâles abattus en urgence, il n'y aurait plus de viande. V Ce que Madame Herren ne comprend pas, c'est que la Suisse ne mange pas ce que produit l'agriculture, mais plutôt que l'agriculture produit ce que mange la Suisse. Et les 99,3 % de la population qui ne sont PAS végétaliens devraient le devenir selon Madame Herren. Voilà pourquoi nous parlons de diktat vegan. Madame Herren n'est toutefois pas la seule à méconnaître la réalité. Ainsi, une étude du FiBL publiée en décembre laisse entendre qu'un taux d'auto-provisionnement de 70 % est possible : la production de volaille devrait par exemple baisser de 80 à 90 %. Or, la viande de poulet est de plus en plus appréciée d'année en année ! En bref, une étude menée dans une tour d'ivoire.

Environ 70 % de notre surface agricole utile ne se prête qu'à la culture d'herbages. Ceux-ci ne peuvent être utilisés dans l'alimentation humaine que sous forme de lait ou de viande et donc par l'entremise d'animaux herbivores comme les vaches, les moutons ou les chèvres. La production de lait et de viande est donc non seulement adaptée aux conditions locales, mais aussi indissociable de notre sécurité alimentaire et de nos revenus agricoles. En parallèle, l'initiative affaiblirait le potentiel de production des légumes, des fruits, des pommes de terre, du colza, des céréales et d'autres cultures végétales en imposant des conditions comme la promotion des semences reproductibles. En matière de sélection, de telles conditions nous ramèneraient des décennies en arrière et réduiraient la disponibilité des aliments indigènes d'origine végétale.

Comme l'a expliqué Anne Challandes, l'agriculture suisse ne cesse de s'améliorer alors que la Confédération ne la soutient pas davantage. De nombreux travaux sont en cours à tous les niveaux afin d'améliorer sa durabilité. Et la population peut d'ores et déjà encourager une agriculture encore plus respectueuse de l'environnement ou des animaux en achetant de manière ciblée des produits sous label tels que Bio ou IP-Suisse. Il n'y a pas besoin de votation, car nous votons tous à chaque achat. C'est dans ce sens que l'agriculture s'engagera pour un non clair à l'initiative sur l'alimentation.